



DOSSIER

Les 24h de la crue : les zones d'inondabilité selon les habitants - © LaBobine

DE LA PERCEPTION AUX COMPORTEMENTS : MIEUX TENIR COMPTE DES POPULATIONS POUR MIEUX GÉRER LES RISQUES

Karine Weiss, professeur de psychologie sociale et environnementale, Université de Nîmes

Tenir compte de la diversité des perceptions et des évaluations des risques selon les populations et les territoires concernés, c'est améliorer la prévention des risques et la gestion de crise. Complexe, mais pas impossible, comme le montrent des initiatives localisées et adaptées aux publics concernés.

Les travaux des sciences humaines et sociales mettent l'accent sur l'importance de considérer le risque non pas tel qu'il peut être modélisé par des scientifiques, mais tel qu'il est perçu par les personnes susceptibles d'y être confrontées. « Le risque est par nature subjectif et représente un mélange de science et de facteurs psychologiques, sociaux, culturels, et politiques importants » (Slovic, 1999). Il est, de fait, associé à un niveau important d'incertitude, ce qui rend son évaluation difficile. Dans ce contexte, pour les

populations concernées, « Dois-je me protéger face à ce risque ? » constitue une question primordiale qui oriente les prises de décisions. Elle s'accompagne naturellement d'autres interrogations qui la complètent : comment se protéger ? Que faire en cas de danger ? Qui est responsable de la mise en sécurité des biens et des personnes ? Est-il acceptable de vivre avec ce risque ? etc. Les réponses impliquent non seulement d'avoir conscience du risque en question, mais aussi et surtout de l'avoir évalué en fonction de ses connaissances, croyances, expériences, motivations, capacités de faire face, caractéristiques individuelles et sociales.

LA PERCEPTION ET L'ÉVALUATION DES RISQUES : UNE DÉMARCHE COMPLEXE

Une approche rationnelle (« risk as analysis ») considère que deux dimensions sont suffisantes pour

évaluer les risques : la probabilité d'occurrence de l'évènement et la gravité des dommages potentiels, autrement dit, l'évaluation des conséquences. Dans cette optique, la mise en œuvre de comportements de prévention serait basée sur un calcul simple, en termes de coûts et de bénéfices des actions possibles, qui permettrait de déterminer le niveau de risque acceptable et de choisir comment s'en protéger. Cette conception analytique implique que les individus possèdent suffisamment d'informations afin de pouvoir agir de façon réfléchie. Or, au-delà des connaissances et savoirs, d'autres facteurs interviennent dans les démarches d'évaluation, comme par exemple, les émotions (en particulier la peur) ou encore l'expérience (directe ou indirecte).

En 2020, les risques que les Français considèrent les plus élevés sont (dans l'ordre de fréquence des

DOSSIER

réponses, Baromètre IRSN, 2021) le terrorisme (76%), le cancer (73%), les pandémies (71%) et les pesticides (70%). Le terrorisme constitue en effet le risque considéré comme le plus élevé depuis 2015. En se basant sur la fréquence des événements passés, sa probabilité d'occurrence peut être considérée comme faible, ce qui devrait, si l'on s'en tient au paradigme rationnel, engendrer une évaluation de ce risque comme faible. Mais ses conséquences sont graves et ce risque s'accompagne, depuis les attentats de 2015, d'une importante communication sociale, et en particulier d'une très forte couverture politico-médiatique, qui engendre une amplification sociale du risque (Kasperson et al., 1988). Avec ces deux caractéristiques, le terrorisme est associé à la peur. Si l'on veut comprendre comment les individus perçoivent les risques, il est donc nécessaire de tenir également compte des aspects émotionnels qui jouent un rôle important dans ce processus évaluatif (« risk as feeling »). D'autres facteurs entrent en jeu dans la perception des risques (Fischhoff et al., 1978) : le caractère contrôlable vs. incontrôlable de l'évènement, la nouveauté du risque (ex. les pandémies, qui n'étaient pas citées dans les précédentes éditions du baromètre IRSN) ou sa chronicité (par exemple, les pollutions de l'air ou des sols, qui sont considérées comme élevées respectivement par 67 et 58% des Français, *ibid.*).

Au-delà des connaissances et savoirs, d'autres facteurs interviennent dans les démarches d'évaluation des risques, comme par exemple, les émotions (en particulier la peur) ou encore l'expérience (directe ou indirecte)

Enfin, on ne peut pas parler de perception des risques sans évoquer les aspects cognitifs qui entrent en jeu dans cette évaluation : qu'il s'agisse de la capacité limitée de traitement de l'information par le cerveau, de la sélectivité de la mémoire, ou des habitudes de

La prise en compte de ces biais entraîne souvent une interprétation des perceptions des risques et des comportements qui en découlent en termes d'irrationalité : ainsi, lors des inondations de 2015 dans les Alpes-Maritimes, le comportement des personnes ayant perdu la vie en allant chercher leur voiture dans



Les 24h de la crue : imaginer les scénarios et les acteurs - © LaBobine

pensées et des automatismes mis en place lors des prises de décisions, l'approche cognitive met en évidence la médiocrité des performances humaines en termes d'évaluation, de jugement et de prise de décision (et ce, dans tous les domaines). L'accent est alors mis sur les biais ou illusions dans la perception des risques. En particulier, on sait que chacun s'estime généralement moins exposé aux risques qu'autrui (Kouabenan, 2007), ce qui peut engendrer une illusion d'invulnérabilité (« je ne suis pas exposé aux inondations »), une illusion de contrôle (« Je suis capable de conduire sur cette route inondée »), ou encore un optimisme comparatif (« Je conduis mieux que les autres, je suis donc moins exposé aux accidents que la moyenne des conducteurs »).

les sous-sols a été vivement critiqué à l'heure du bilan (« Mourir pour une voiture, ce n'est pas possible », propos rapportés par le journal *Le Monde*, 4 octobre 2015¹). Pourtant, le choix n'a probablement pas été celui de « la voiture ou la vie » ; il illustre plutôt la mauvaise interprétation de l'évènement au moment de sa survenue, interprétation liée à la méconnaissance de ce qu'est une crue éclair. Connaissances, émotions, interprétations et décisions sont donc intimement liées.

¹ www.lemonde.fr/planete/article/2015/10/04/a-mandelieu-la-napoule-sept-personnes-noyees-dans-leur-garage47822943244.html

D'autres facteurs entrent en jeu dans la perception des risques : le caractère contrôlable vs. incontrôlable de l'évènement, la nouveauté du risque ou sa chronicité

AMÉLIORER LA COMMUNICATION ET INTÉGRER UNE DÉMARCHE PARTICIPATIVE

La perception des risques joue un rôle primordial au moment de déterminer ses priorités d'action, que ce soit en termes de prévention ou pour faire face au danger : elle permet d'évaluer l'opportunité et l'utilité des actions. Dans ce contexte, l'information globale au sujet des risques n'est pas suffisante et souvent peu adaptée aux publics auxquels elle s'adresse. Le « droit à l'information sur les risques majeurs » (article L.125-2 du Code de l'environnement) s'actualise aujourd'hui avec des outils qui sont soit peu connus, soit mal compris par le public, justement parce qu'ils ont été mis en place sans tenir compte des « savoirs profanes » et des modes de vie des personnes concernées. L'exemple le plus flagrant en est le Document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) : pourtant obligatoire, il n'est pas toujours existant ; et lorsqu'il l'est, son mode de diffusion confidentiel le rend peu visible. Enfin, sa fréquente complexité en fait un document peu lisible : à titre d'exemple, le DICRIM de la ville de Nîmes est un document de 91 pages. À l'heure des réseaux sociaux et de l'immédiateté de l'information, des modes de diffusion plus adaptés semblent pourtant envisageables. De même, les repères de crues ou l'Information acquéreur-locataire (IAL) constituent des outils peu connus du public (cf. Courant et al., 2021). Face à ces

échecs, une évolution des dispositifs de communication s'amorce. Ainsi, dans le cadre des inondations, les campagnes d'information de type « Les 8 bons comportements en cas de pluies méditerranéennes intenses » simplifient le propos en le positionnant du point de vue du public. Dans le même état d'esprit, il convient de passer à une démarche ascendante qui privilégie la participation citoyenne, l'appropriation des consignes et une adaptation des mesures en fonction des publics et des territoires. Des initiatives locales sont alors susceptibles de compléter la « culture du risque » que l'on souhaite insuffler à un niveau plus large. À ce titre, les travaux de Gisclard (2017) et les actions telles que celles impulsées par la Mission interrégionale « Inondation arc méditerranéen » (MIIAM) proposent des initiatives pertinentes (e.g. ateliers « veilleurs de crue », sensibilisation des scolaires, formation des collectivités, documentaires et clips de sensibilisation), et fournissent des exemples intéressants de la façon dont les initiatives locales peuvent permettre une meilleure implication et responsabilisation des populations et, par là même, une réelle connaissance des risques.

RÉFÉRENCES

Courant, F. et al. (2021). *Mission sur la transparence, l'information et la participation de tous à la gestion des risques majeurs, technologiques ou naturels*. Conseil général de l'environnement et du développement durable (68 p.)

Fischhoff, B. et al. (1978). *How safe is safe enough? A psychometric study of attitudes towards technological risks and benefits*. Policy Science, 9, 127-152.

Gisclard, B. (2017). *L'innovation sociale territorialisée : un levier de réappropriation du risque inondation par les habitants*. Thèse de doctorat, Université d'Avignon et des Pays du Vaucluse.

IRSN (2021). *Baromètre 2021. La perception des risques et de la sécurité par les Français* (52 p.).

Kasperson, R. E. et al. (1988). *The social amplification of risk: a conceptual framework*. Risk Analysis, 8, 177-187.

Kouabenan, D.R. (2007). *Psychologie du risque*. Bruxelles : De Boeck.

Slovic, P. (1999). *Trust, Emotion, Sex, Politics, and Science: Surveying the Risk-Assessment Battlefield*. Risk Analysis, 19, 689-701.

Enfin, on ne peut pas parler de perception des risques sans évoquer les aspects cognitifs : illusion d'invulnérabilité, illusion de contrôle ou encore un optimisme comparatif



Ce dossier continue en ligne, sur irma-grenoble.com, vous pourrez y lire :

- *Quelle information préventive pour adapter les comportements des populations aux inondations ? / S. Bidault, CEPRI*
- *Dépasser la communication persuasive autour des risques naturels en montagne / M. Chambru, J.P. De Oliveira, UGA*
- *L'information préventive destinée au grand public : des outils pour l'améliorer / L. Ferrer ; A. Pelud, C. Curt, INRAE*
- *Créer une entité interministérielle et multirisques, une solution pour renforcer l'information préventive des populations ? / B. Airenti, vice-Président de l'IRMA*
- *La MIIAM : entre actions interministérielles, multipartenariales et créatives pour la prévention des risques d'inondation / G. Verriest-Leblanc, DREAL PACA*
- *Interview de Y. Queffelec ONF-RTM*
- *Interview de M. Givry, architecte*
- *Interview de J.M. Soubeyroux, Météo-France*